

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Madame la Présidente de la Région, Chère Christelle,

Monsieur le Président du Conseil départemental, Cher Dominique,

Monsieur le Secrétaire général de l'AMF, cher Philippe Laurent,

Monsieur le professeur, Directeur du CEVIPOF, cher Martial Foucault,

Mesdames et Messieurs les élus, très chers collègues,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je voudrais, tout d'abord **remercier** l'ensemble des **collègues** qui ont accepté de participer à la table ronde,

Remercier très sincèrement **Martial Foucault** de nous avoir réservé la **primeur de ses analyses** qui seront dévoilées au congrès des maires de France.

Je remercie **Philippe Laurent**, secrétaire général de l'AMF nationale, d'avoir accepté notre invitation et d'avoir éclairé nos échanges. Je lui laisserai la parole dans quelques instants pour qu'il nous livre la conclusion qu'il en tire.

Remercier enfin notre animateur, **Serge Danilo**, qui a accepté, encore cette année, d'animer et modérer nos débats.

Ce débat, nous l'avons vu mes chers collègues, a été **nourri** et malheureusement le temps nous a manqué pour approfondir, encore plus, chacun des sujets qui y sont attachés, et ils sont nombreux !

Cette enquête, qui nous a été présentée par Michel Foucault, a un **grand mérite** : elle nous apporte un grand nombre d'**enseignements** sur les attentes des Français vis-à-vis de leur Maire, et nous a conduits à **nous interroger** sur les enjeux pour nos communes,

Mais au-delà, elle constitue en réalité **une photographie** beaucoup plus globale, une photographie de notre société, qui reflète **l'état du pays** et les **attentes** de nos concitoyens à l'égard de leurs représentants dans leur ensemble.

Sans être trop long, je voudrai revenir sur quelques sujets de nos débats:

Le premier point, indiscutable, c'est que les communes demeurent le **socle de la République** et que les Maires en sont les **garants**.

Dans le contexte de crise de la représentation politique que nous traversons, **le Maire - et son équipe-** est plébiscité, tant dans son bilan, que dans l'image qu'il incarne, avec un taux de confiance des Français de 60%.

Après **la vindicte** jetée au travers de l'opinion publique et matérialisée, vous vous en souvenez, par ce triste slogan **#Balancetonmaire**, miroir d'un autre slogan **#Balancetonporc**, qui mettait ainsi sur le même plan le délinquant et l'élus local, on assiste aujourd'hui à un **revirement** dans la population avec l'apparition, là aussi sur les réseaux sociaux, d'un nouveau slogan **#TouchePasAMonMaire...**

Ce sont de tristes évènements qui nous ont **malheureusement conduits à cela** :

- des **agressions** et le **décès tragique** de l'un des nôtres dans l'exercice de ses fonctions.

- Mais aussi une **révolte populaire l'hiver passé**, qui n'est pas éteinte encore totalement aujourd'hui.

La révolte des ronds-points a en effet été le **révélateur** et l'**expression** d'un l'éloignement du pouvoir vis-à-vis des réalités du terrain **et a souligné**, en contrepoints, l'attente de proximité de la population dans son rapport aux décideurs publics.

Cette crise, elle a remis les territoires sur l'**avant-scène** et a poussé le chef de l'Etat à renouer avec celui qui est en contact direct avec la population : **le Maire**.

Le maire, c'est-à-dire celui qui est, pour reprendre cette fameuse expression, « à portée d'engueulade », ou « à portée de baffe », mais **surtout celui qui est « à portée »**.

Ce **besoin** de proximité, il ressort dans toutes les rubriques de l'enquête ; qu'il s'agisse des compétences, de l'attachement au territoire ou de la personne du maire.

Tout appelle, en réalité, à plus de lien, à plus de proximité.

Les Maires sont bien souvent, et vous le savez, **le premier et l'ultime** interlocuteur.

La République doit donc être **à la fois solidaire et protectrice** vis-à-vis de tous ces élus, de plus en plus exposés et sollicités.

Solidarité pour rompre avec l'isolement de l'exercice du mandat, mais aussi **solidarité et protection**, avec un vrai statut, et cela a été redit ce matin.

Alors que face à l'ampleur de la tâche, élections après élections, beaucoup d'entre nous jettent l'éponge, ce **véritable statut** de l'élu, qui **forme**, qui **prépare** et qui **protège** est aujourd'hui **indispensable** à l'aune du prochain mandat.

Ce besoin de proximité, il a également été exprimé au travers des **priorités** qui sont attendues des prochains maires et des futures équipes: **préservation de l'environnement, sécurité, services publics de proximité**.

Autant de thématiques qui, pour la plupart, relèvent aujourd'hui du **pilotage de l'Etat**.

Et sur ces thématiques, ce que nos concitoyens nous demandent, c'est de **répondre** à leurs attentes, de **résoudre** leurs difficultés, de **proposer** des initiatives, **d'expérimenter** des solutions.

Or, et le mouvement des gilets jaunes en a été l'illustration, l'Etat, par son **organisation** et ses **moyens** -humains, budgétaires- n'est plus en capacité de **répondre seul**, globalement, efficacement, à ces attentes.

Si l'Etat, dans les années 60 à 80 avait **l'ambition**, et **peut-être encore les moyens**, d'assumer seul ce rôle, ce n'est plus le cas aujourd'hui et ce sont les collectivités, communes, intercommunalités, département et régions qui y contribuent.

Nous demandons donc aujourd'hui à **aller plus loin** dans les **libertés locales** et **l'exercice** des responsabilités locales.

Nous sommes, les élus municipaux, **en capacité d'exercer**, dans nos communes et nos intercommunalités, **pleinement nos compétences** dans le domaine du logement, du tourisme, de la culture, du sport, ou encore du développement économique en lien avec la région.

Notre pays a changé, il a modernisé ses infrastructures, il a réaménagé ses espaces, **cela est dû en grande partie à la décentralisation**. Nous appelons donc à un nouvel acte de décentralisation, j'y reviendrai.

Dans le même temps, nous souhaitons un **Etat plus fort**, et notamment sur ses compétences régaliennes.

Sur la **sécurité**, nous voulons que l'Etat soit **présent**, et qu'il exerce **pleinement les missions** qui lui incombent.

Bien sûr, nous **sommes prêt à agir** dans l'exercice de nos pouvoirs de police - où nous **dépassons souvent** le cadre de nos missions premières, notamment par la mise en place de polices municipales dont les missions extensives vont désormais très (trop) souvent sur le champ de compétence des forces de police nationale - **mais l'Etat doit mettre en œuvre des moyens** pour que nous n'entendions plus que la gendarmerie ne peut pas se déplacer car elle est en **effectifs réduits** ou parce que tout simplement elle n'a pas les moyens techniques (manque d'essence) **pour se déplacer** sur nos territoires.

La sécurité, c'est aussi la **prise en charge médicale d'urgence** qui est **plus qu'en difficulté** dans notre département, où le besoin en médecins urgentistes se fait **criant**, et où la continuité des services d'urgences et des SMUR n'est **plus pleinement assurée**. Je sais de quoi je parle, en tant que maire de Sablé et président du conseil de surveillance de l'hôpital du Bailleul, j'ai dû moi-même prendre mon téléphone pour recruter des médecins !

Sur tous ces champs, nous demandons que l'Etat soit **présent** et qu'il nous apporte des **réponses fortes et efficaces**.

Bien sûr, **il n'y a pas d'un côté l'Etat et de l'autre les collectivités territoriales**. Nous sommes tous comptables du même **intérêt général** et notre responsabilité commune, c'est d'agir pour des politiques plus modernes et plus efficaces. Je suis convaincu, je le disais, que la **décentralisation** peut être l'une des **conditions** de ce redressement de notre pays et de nos territoires.

Mais encore faut-il s'entendre sur ce qu'est la décentralisation.

La décentralisation, elle ne peut pas être conçue **comme une manière d'être** de l'Etat.

Les échanges de notre matinée illustrent d'ailleurs les attentes de nos territoires en la matière.

Nous avons besoin, et nous appelons, à un **nouvel élan de décentralisation et de déconcentration !**

- Nous appelons à une nouvelle étape de **déconcentration** :

Pour que l'Etat central fasse **plus confiance** à l'**Etat local** ;

Pour **renforcer** le travail entre nos collectivités et un **Etat territorial** plus fort - Cher Monsieur le Préfet- qui serait notre unique interlocuteur ;

Pour **avoir**, à nos côtés, un Etat territorial qui soit plus fort, mais aussi plus **simplifié**, plus **lisible**, plus **cohérent**, plus **ramassé**.

- **Dans le même temps**, nous appelons à **plus de décentralisation !**

Il y a un an, lors de notre congrès, à Sablé, nous posions la question :
la **décentralisation est-elle en panne ?**

2019 devait être, et c'était le sens de l'intervention du premier ministre au dernier **congrès des maires** de France, le **coup d'envoi** de l'acte 3 de la décentralisation.

A dire vrai, peu de choses ont changé.

Et les **textes présentés** par le gouvernement - projet de loi **Engagement et proximité**, projet de loi de finances pour 2020, projet de loi **Economie circulaire** - ne nous proposent pas un scénario qui soit **totalem**ent à la hauteur des enjeux !

Deux mots sur la suppression de la taxe d'habitation qui a été abordée à notre table ronde : que dire d'une mesure qui conduit à transformer un contribuable **local** en contribuable **national**, **sans simulation** sur les compensations, si ce n'est que c'est un acte **éminemment recentralisateur**.

Que penser des transferts de ressources fiscales effectués **sans simulation ni évaluation des conséquences**, notamment sur les péréquations horizontales et verticales. Si ce n'est, comme l'écrit Michel Klopfer spécialiste des finances locales, que **la réforme fiscale c'est « un tsunami à venir sur la péréquation »**.

Or, c'est un **fondamental** : sans **maitrise** des ressources financières, **pas de libertés locales** qui puissent pleinement s'exercer.

Alors oui, les maires sont revenus **au centre** de l'attention du gouvernement, **mais nous demandons** que les textes et les actes soient maintenant mis en cohérence avec le discours.

Et ce n'est pas l'agenda rural, présenté par le premier ministre, qui nous rassure, avec un empilement certes de bonnes intentions et de mesures généreuses, mais non précisées et non financées ; pour ne pas dire un catalogue de communication !

Au printemps 2020, le parlement sera amené à **discuter d'un texte portant nouvelle étape de la décentralisation** ; projet appelé « **Projet de loi 3 D** » pour **décentralisation, différenciation, et déconcentration**.

Ce texte sera important, et nous sommes prêts à en être **porteurs** et à **écrire ensemble** une nouvelle page de la décentralisation.

Mais après les grands débats, nous avons besoin **de sens**, de **décisions**, le temps des actes **est venu**.

Encore plus à la veille d'un renouvellement des équipes municipales, nous avons besoin de clarté, de stabilité et de liberté !

Mes chers amis, nous sommes tous ici rassemblés par une **même passion** : notre commune et ses habitants.

Nous sommes **35 086 maires** et **499 356 conseillers** municipaux en France, engagés au quotidien, au service de nos concitoyens.

Nombreux sont ceux parmi nous qui **se représenteront** en 2020.

Et nous le ferons par **passion**, avec **envie et détermination**, parce que le mandat de Maire est, et demeurera **le plus beau des mandats**.

La France sera plus forte, nous en sommes convaincus, **en puisant ses forces** dans ses territoires, en redonnant au local la liberté de concevoir et d'entreprendre et en faisant vivre pleinement la république décentralisée inscrite dans l'article 1 de notre constitution.

Voilà, chers collègues, les quelques mots que je voulais vous dire à l'issue de notre table ronde, et **je cède maintenant la parole à notre invité Philippe Laurent**, après quoi je vous inviterai, Monsieur le Préfet, à conclure nos travaux et notre matinée.